



CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Délégation Ile de France Meudon

1, place Aristide Briand – 92195 Meudon Cedex

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MARCHE PUBLIC RELATIF A LA MISE EN ŒUVRE DE
PRESTATIONS TECHNIQUES ET ARTISTIQUES
AUDIOVISUELLES POUR LE COMPTE DE CNRS IMAGES

C.C.P. N° 2023-13_1°

Passé en application des dispositions des articles R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique.

LOT1 : Accord-cadre relatif à la prise en charge de la totalité des étapes liées à la fabrication des films (De l'écriture à la remise du Prêt à diffuser –PAD).

_____ Le présent C.C.P. Comporte 19 feuillets numérotés de 1 à 19 _____

Table des matières

PREAMBULE.....	4
1- OBJET DU CONTRAT, FORME, ET MONTANT DE L'ACCORD-CADRE	4
1-1-forme de l'accord-cadre.....	4
1-2-Montant de l'accord-cadre	4
2- PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE ET DES MARCHES SUBSEQUENTS.....	4
2-1-Pièces constitutives de l'accord-cadre.....	4
2-1-Pièces constitutives des marchés subséquents	5
3- DUREE DE L'ACCORD-CADRE ET DES MARCHES SUBSEQUENTS, LIEU D'EXECUTION.....	5
3.1 Durée de l'accord-cadre	5
3.2 Durée des marchés subséquents	5
3.3 Lieu d'exécution des marchés subséquents.....	5
4-DESCRIPTIONS DES PRESTATIONS.....	6
4.1 Nature des prestations	6
4.2 Qualité des prestations	6
4.3 Présentations des livrables :.....	7
4.4 Modifications techniques	7
5-MODALITES D'EXECUTION	7
5.1- Généralités	7
5.2– Droit de propriété intellectuelle et régime des résultats.....	7
5.3 – conditions d'exécution des prestations.....	7
5.3.1 Obligation du titulaire	7
5.3.2 Personnel.....	9
5.3.3 Délais d'exécution	10
5.4 Représentation des parties :	10
5.5 Développement Durable	10
5.6 Modification ponctuelle des marchés subséquents sur devis	10
6- OPERATION DE VERIFICATION ET D'ADMISSION DES PRESTATIONS	11
7-PENALITES	11
8-DETERMINATION DES PRIX	12
8.1-Forme des prix.....	12
8.2-Principes généraux	12
8.3-Révision des prix.....	12

8- AVANCE	13
9-Régime des Paiements	13
10-MODALITÉS DE REGLEMENT	14
11- MODIFICATION DES PRESTATIONS EN COURS D’EXECUTION (ARTICLE L2194-1) : CLAUSE DE REEXAMEN (ARTICLE R.2194-1-1° DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE).....	15
12-RESPONSABILITE – ASSURANCE	15
12.1- Responsabilité	15
12.2- Assurance	16
13- DISPOSITIONS DIVERSES.....	16
13.1 Transfert de marché	16
13.2 Modification du statut du Titulaire	16
13.3 Obligations sociales et fiscales	16
13.4 Cession et nantissement	16
13.5 Sous-traitance.....	17
14-CONFIDENTIALITE.....	17
15- PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	17
16- RESILIATION.....	18
17- LITIGES.....	19
18-DEROGATIONS AU CCAG-PI.....	19

PREAMBULE

Le service production de CNRS images, service audiovisuel de la Direction de la Communication du CNRS, produit des films à l'adresse d'un public le plus large possible pour valoriser les travaux des chercheurs ou pour informer sur les activités du CNRS, comme l'organisation de colloques, de salons, de rencontres.

Afin de répondre à la demande croissante et parfois urgente en films de différentes natures et différents formats, le CNRS Images a décidé d'externaliser tout ou partie de ces productions.

1- OBJET DU CONTRAT, FORME, ET MONTANT DE L'ACCORD-CADRE

Le présent contrat est un accord-cadre qui a pour objet des prestations de service relatives à la prise en charge de la totalité des étapes liées à la fabrication des films : De l'écriture à la remise du prêt à diffuser (PAD). Les prestations objet du marché sont décrites dans le présent cahier de clauses particulières (CCP).

Le(s) code(s) de la nomenclature CPV sont les suivants : 92100000-2

Le(s) code(s) de la nomenclature NACRES sont les suivants : CA31 (Conception,réalisation,audio)

1-1-forme de l'accord-cadre

Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire à marchés subséquents au sens des dispositions des articles L2125-1° et R2162-1 à R2162-10 du Code de la Commande Publique.

1-1.1-Forme des marchés subséquents conclus sur la base de l'accord-cadre

Les marchés subséquents sont conclus à l'initiative du CNRS, au fur et à mesure de la survenance d'un besoin.

Ces marchés subséquents peuvent être :

- Des marchés ordinaires à prix global et forfaitaire

1-2-Montant de l'accord-cadre

L'accord cadre est conclu avec un seul opérateur économique, sans minimum avec un maximum annuel en quantité et en valeur de **75 000 € H.T**

2- PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE ET DES MARCHES SUBSEQUENTS

2-1-Pièces constitutives de l'accord-cadre

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI ,l'accord-cadre est constitué par les documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et son annexe (l'annexe financière)
- Le présent document qui définit les clauses particulières applicables aux prestations (CCP) n°2023-13_1° et ses annexes : le cahier de spécifications techniques des marchés subséquents valant acte d'engagement , le schéma de passation des marchés subséquents et exemples de films réalisés par le CNRS Images.
- Le CCAG-Marchés de prestations intellectuelles (CCAG – PI) issu de l'arrêté du 30 mars 2021
- Le cadre de réponse technique (CRT)
- La proposition technique et financière du Titulaire

2-1-Pièces constitutives des marchés subséquents

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces constitutives des marchés subséquents dans l'ordre ci-après :

- Le Cahier de spécifications Techniques (CST) détaillant les prestations attendues ainsi que les modalités de réalisation (lieu, délais, livrable, formats et supports, etc...), valant acte d'engagement du marché subséquent
- La proposition technique et financière (PTF) du Titulaire remise au stade de la passation des marchés subséquents
- Le présent cahier de clauses particulières de l'accord-cadre
- Le CCAG-Marchés de prestations intellectuelles (CCAG – PI) issu de l'arrêté du 30 mars 2021
- Les bons de commande qui seront émis suite à la conclusion des marchés subséquents
- Le cadre de réponse technique du Titulaire remis au stade de l'accord-cadre.
- Le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants.

En cas de contradiction entre les documents énumérés ci-dessous, la documentation de rang supérieur prévaut pour l'obligation en cause.

Il est expressément stipulé que les conditions générales de vente du Titulaire de l'accord-cadre (ou tout autre document similaire édité ou habituellement utilisé par ceux-ci) ainsi que les conditions contractuelles éventuellement annexées à leurs offres ne sont pas applicables au présent accord-cadre. Elles ne constituent pas des documents contractuels.

Bien que non matériellement joint à l'accord-cadre, le CCAG/PI est réputé parfaitement connu des parties. Le Titulaire de l'Accord-cadre ne peut pas se prévaloir de la méconnaissance des documents généraux contre le CNRS.

3- DUREE DE L'ACCORD-CADRE ET DES MARCHES SUBSEQUENTS, LIEU D'EXECUTION

3.1 Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une durée d'un (1) an à compter de sa date de notification. Il est reconductible trois (3) fois de manière tacite pour une durée d'un (1) an, sans que sa durée globale ne puisse excéder quatre (4) ans. Le Titulaire de l'Accord-cadre ne peut refuser la reconduction.

En cas de non-reconduction, il reste engagé jusqu'à la fin de la période en cours. Il ne peut prétendre au versement d'aucune indemnité. La décision de non-reconduction est notifiée par la personne responsable du Marché (P.R.M) avant la date anniversaire de notification de l'accord-cadre par courrier recommandé avec accusé de réception, au moins deux (2) mois avant la fin de la période en cours.

3.2 Durée des marchés subséquents

La durée des marchés subséquents et leurs délais d'exécution sont précisés dans les pièces contractuelles de chaque marché subséquent.

Conformément à l'article R2162-5 du Code de la Commande Publique, la conclusion des marchés subséquents passés sur le fondement de l'accord-cadre ne peut se faire que pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

3.3 Lieu d'exécution des marchés subséquents

Les prestations objet de l'accord-cadre seront exécutées en France. Les lieux d'exécution du ou des marchés subséquents seront définis dans les pièces constitutives de chaque marché subséquent.

Le titulaire s'engage à exécuter les prestations conformément aux modalités et lieu définis dans chaque marché subséquent.

4-DESCRIPTIONS DES PRESTATIONS

4.1 Nature des prestations

Il s'agit de produire des films corporate liés à l'actualité médiatique et scientifique du CNRS d'une durée d'environ 3 minutes. Ces films pourront par exemple décrire une action culturelle et ou scientifique du CNRS (cérémonies, colloques, salons...) ou décrire les travaux d'un chercheur ou d'un laboratoire (recherches, découvertes, usage de grands instruments, nouvelles méthodes, nouveaux outils etc.)

Pour la production de ces films, le Titulaire devra :

- remettre au commanditaire les scripts des films pour validation,
- rendre accessible par des plateformes de partage le film à différentes étapes de montage afin que le prestataire puisse tenir compte rapidement des demandes de modification du commanditaire et ce à différentes étapes du montage,
- respecter le cahier des charges du film commandé et appliquer les changements demandés par le commanditaire jusqu'au final cut,
- ponctuellement, être en capacité de créer des illustrations, celles-ci pouvant aller du simple schéma à du graphisme plus sophistiqué,
- livrer les rushs en VO et les PAD en VF,
- acquérir tous les droits d'auteur associés à la réalisation du film, ainsi que le droit à l'image et les autorisations de tournage. Seuls les droits des archives acquis en accord avec le commanditaire seront pris en charge par ce dernier,
- remettre au CNRS, en même temps que le PAD : les génériques, les synthés de présentation des intervenants, les coordonnées des intervenants du film, le conducteur image et son.

En même temps que le titulaire livrera le PAD aux normes qui lui seront indiquées, il devra remettre :

- tous les documents qui attestent de la régularisation des différents droits acquis pour la réalisation du film (ainsi que le contrat de co-auteur ou co-autrice/réalisateur ou réalisatrice sachant que l'auteur ou l'autrice principal, propriétaire de l'idée originale, sera un agent du CNRS).
- Le Titulaire devra acquérir les droits et gérer les cessions requises (auteur, image, archives, musique...) qui permettront une exploitation (représentation, reproduction) commerciale et non commerciale dans le cadre des activités culturelles et scientifiques du CNRS, pour une exploitation internet ainsi que la communication sur tous médias. Les droits devront être acquis pour la France et dans le monde entier, pour une durée de 30 ans, sauf cas particuliers. Toutes les productions numériques, audiovisuelles, sonores ainsi que le contenu graphique créé pour les interfaces doit pouvoir être réutilisé et décliné pour d'autres usages, numériques et non numériques (médiation, valorisation, communication).
- Le Titulaire devra fournir à la maîtrise d'ouvrage un original signé des contrats de cession de droits qui auront été préalablement validés par le ou la coordinatrice du projet.
- Remise des rushs avec dérushage. Les droits sur l'exploitation possible des rushs étant cédés au CNRS.

A titre d'information, voici des liens de films corporate types déjà produits par le CNRS Images :

- <https://youtu.be/6p1aZxfyZIU>
- <https://youtu.be/tMiUk8-AfPc>
- <https://youtu.be/b1LmbQI7A74>

4.2 Qualité des prestations

Le titulaire devra apporter un service de qualité et garantir ses prestations concernant notamment :

- La qualité du son,
- Une réalisation respectant les consignes données par le CNRS lors de la passation des marchés subséquents,

- La continuité du service en cas d'incident sur ses matériels,

Tout manquement constaté par écrit au Titulaire et ce ou ces manquement (s) pourront faire l'objet d'une réfaction dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG-PI issu de l'arrêté du 30 mars 2021.

4.3 Présentations des livrables :

Les livrables sont adressés dans les conditions qui seront fixées dans chaque marché subséquent et ses éventuelles annexes.

Ils seront remis selon les formats et sur les supports qui seront fixés dans chaque marché subséquent et ses éventuelles annexes.

4.4 Modifications techniques

Pendant l'exécution des prestations objet de chaque marché subséquent, le CNRS peut prescrire au Titulaire des modifications de caractère technique ou accepter les modifications qu'il propose. La formulation de ces modifications suite à l'acceptation par le CNRS du devis détaillé du Titulaire donne lieu à un avenant.

5-MODALITES D'EXECUTION

5.1- Généralités

Sauf stipulation contraire ou complémentaire figurant dans le marché subséquent, chaque marché s'exécute conformément aux dispositions prévues au présent cahier de clauses particulières et selon les modalités suivantes.

5.2- Droit de propriété intellectuelle et régime des résultats

Par dérogation à l'article 35 du CCAG-PI, les résultats réalisés dans le cadre du présent accord-cadre font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du CNRS. Le CNRS sera l'unique propriétaire et exploitant des films ou des séquences produites par le Titulaire

Le Titulaire ne devient pas du fait du marché, titulaire des droits afférents aux résultats dont la propriété des inventions nées, mises au point, ou utilisées à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre.

5.3 – conditions d'exécution des prestations

Les modalités d'exécution des prestations sont définies dans chaque marché subséquent et ses éventuelles annexes.

5.3.1 Obligation du titulaire

-Obligations de résultat

Le présent accord-cadre et les marchés subséquents qui en découlent sont assortis pour le Titulaire d'une obligation de résultat concernant les obligations spécifiques de réaliser les prestations, notamment dans les conditions de délais, de prix, de qualité, de sécurité, de performance, conformes aux engagements mentionnés dans les documents contractuels, et pendant toute la durée de l'accord-cadre.

Pour l'ensemble de l'obligation de résultat, le Titulaire ne pourra nullement mettre en avant une quelconque défaillance de ses éventuels sous-traitants ou co-traitants. Il est pleinement et personnellement responsable de la bonne exécution du présent accord-cadre et de ses marchés subséquents.

Le Titulaire s'engage notamment, au terme d'une démarche active et dans les délais et selon les objectifs prévus, à conseiller, informer et mettre en garde le CNRS afin que les prestations soient fournies conformément aux dispositions contractuelles.

Le Titulaire s'engage notamment à :

- Demander toute information nécessaire à la bonne exécution des prestations au CNRS ;
- Conseiller le CNRS sur tout choix ou toute demande qu'il a effectuée, dont il aurait connaissance, et qui pourrait affecter le projet ou avoir une incidence sur les conditions de réalisation ;
- Se conformer pour l'exécution de sa prestation et les solutions proposées au CNRS, aux contraintes et exigences posées par la réglementation en vigueur ;
- Suivre les évolutions prévues par le CNRS telles que mentionnées au Cahier des Spécifications Techniques valant acte d'engagement ;
- Prévenir le CNRS, par écrit, de manière motivée et dans un délai de 48 heures, de tout événement et/ou fait dont le Titulaire a connaissance et de nature à compromettre la bonne exécution des prestations, y compris si cet événement est imputable au CNRS ou sort du périmètre des prestations, mais est susceptible d'avoir un impact sur celles-ci. Dans le cas contraire, en cas de retard dans les délais contractuels prévus, les pénalités de retard prévues à l'article 7 du présent CCP seront applicables. Dans tous les cas, le Titulaire devra prendre les mesures nécessaires pour y remédier ;
- Rechercher en permanence l'optimisation économique des prestations fournies au CNRS, et notamment :
 - Proposer au CNRS toute amélioration qui pourrait se traduire par une diminution de coûts ou par une augmentation de la qualité ;
 - Faire bénéficier le CNRS des effets de la capitalisation d'expertise, d'outils et de méthodes qui auraient été mises en place pour d'autres projets au CNRS et rechercher en permanence la réutilisation du savoir-faire ainsi acquis ;

Par ailleurs, le Titulaire s'engage à réaliser et fournir les prestations dans les délais et selon les engagements prévus, et notamment à :

- Mettre en œuvre tous les moyens, matériels et humains, nécessaires à la bonne exécution des prestations ;
- Valider les documents ou informations communiqués par tous co-traitants ou sous-traitants agissant dans le cadre du projet, afin de s'assurer de leur cohérence et exhaustivité ;
- Veiller au respect des obligations respectives de tous les intervenants, et notamment celles relatives aux délais de remise des livrables, des matériels et autres éléments nécessaires dans le cadre de la réalisation des prestations. Le Titulaire doit aussi coordonner et surveiller les moyens mis en œuvre par l'ensemble des intervenants dans le cadre du projet, y compris par le CNRS ;
- Suivre l'état d'avancement du projet en fonction du calendrier et tenir à jour les états de suivi.

Le Titulaire s'engage à coopérer et collaborer avec le CNRS ainsi qu'avec tous les prestataires désignés par le CNRS agissant dans le cadre de la réalisation des prestations, et notamment à :

- Collaborer avec le personnel et les prestataires du CNRS ;
- Participer à toute réunion de coordination organisée par le CNRS ;
- Fournir toute information qui pourrait être utile au CNRS, ou prestataires dans l'exécution des tâches qui leur incombent et ce, dans les meilleurs délais.

-Composition de l'équipe dédiée à l'exécution des marchés subséquents

Le Titulaire de l'accord-cadre a l'obligation de maintenir en place les moyens techniques et humains tels que décrits dans le cadre de réponse technique pour assurer l'exécution des prestations pendant toute la durée de l'accord-cadre et/ou du marché subséquent concerné.

Dans l'éventualité où l'une des personnes nommées n'est plus en mesure de remplir sa mission, le Titulaire doit en aviser immédiatement le CNRS dans les meilleurs délais, et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

A ce titre, obligation lui est faite de désigner un remplaçant de niveau de qualification équivalent et d'expériences similaires à celui du personnel empêché ou défaillant.

Le Titulaire communique au CNRS dans un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent, l'identité, la fonction et les qualifications du remplaçant.

Le remplaçant est considéré comme accepté si le CNRS ne le récusé pas dans un délai de dix (10) jours à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si le CNRS récusé le remplaçant, le Titulaire dispose de dix (10) jours pour désigner un autre remplaçant et en informer le CNRS.

A défaut de désignation d'un remplaçant dans ce délai de dix (10) jours ou si ce remplaçant est récusé par le CNRS dans le délai de dix (10) jours à compter de sa désignation, le CNRS se réserve la possibilité de résilier le marché subséquent sans indemnité.

5.3.2 Personnel

- Statut du personnel

Il est expressément entendu que les personnels du Titulaire ainsi que des sous-traitants éventuels, demeurent à tous les égards, les salariés de ce dernier (législation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacements...).

Le Titulaire s'engage à prendre toutes les actions requises, dans le respect des lois et réglementations en vigueur, pour mettre en place l'organisation requise afin d'éviter tout transfert de son personnel et de celui de ses sous-traitants vers le CNRS à la cessation de l'accord-cadre, pour quelle que cause que ce soit.

Tout accident ou maladie pouvant affecter les agents du Titulaire pendant la durée de la prestation est entièrement pris en charge par celui-ci.

- Clause concernant le personnel

Le Titulaire déclare être en règle avec l'ensemble des dispositions applicables en matière de droit du travail, notamment avec les dispositions des articles L. 8221-1 et -2 du code du travail, les dispositions des articles L. 4153-1 à L. 4153-5 et R. 4153-6 du Code du travail ainsi que les conventions internationales et règles éthiques relatives aux droits de l'enfant.

Si le personnel du Titulaire, ou le personnel extérieur intervenant pour le compte du Titulaire, est appelé à travailler sur les Sites du CNRS, il doit se conformer au règlement intérieur et aux règles d'hygiène et de sécurité (informatique ou non) en vigueur sur les Sites du CNRS. Le CNRS se réserve le droit de vérifier, à tout moment, ou faire vérifier par un tiers mandaté par lui, le parfait respect par le personnel du Titulaire ou de ses sous-traitants des règles de sécurité.

Préalablement à l'intervention sur un Site du CNRS d'un membre du personnel du Titulaire, le Titulaire informe l'intéressé du caractère éventuellement particulier du Site, des risques encourus ainsi que de l'impératif de recevoir les informations nécessaires dans ce domaine dès son accueil sur le Site concerné.

Le CNRS communique au Titulaire le règlement intérieur et aux règles d'hygiène et de sécurité en vigueur.

Lorsqu'il est amené à travailler dans les locaux du Titulaire, le personnel de l'Etablissement, ou le personnel extérieur intervenant pour le compte de L'établissement, se conforme au règlement intérieur et aux règles d'hygiène et de sécurité en vigueur dès lors que ces documents auront été préalablement communiqués par le Titulaire.

Le Titulaire s'engage à respecter et à faire respecter à ses équipes et sous-traitants éventuels, les règles d'accès aux locaux de l'Etablissement.

5.3.3 Délais d'exécution

Le délai d'exécution des prestations est indiqué dans chaque marché subséquent.

- Demande de prolongation de délai d'exécution

Lorsque le Titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait du CNRS ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le CNRS peut prolonger le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour bénéficier de cette prolongation, le Titulaire signale au CNRS les causes faisant obstacle à l'exécution du marché subséquent dans le délai contractuel. Par dérogation à l'article 13.3.3 du CCAG-PI, il dispose à cet effet d'un délai de 48 heures à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du marché subséquent, dans le cas où ce dernier arrive à échéance dans un délai inférieur à 48 heures.

Il indique, par la même demande au CNRS la durée de la prolongation demandée.

Le CNRS dispose d'un délai de quinze jours, à compter de la date de réception de la demande du Titulaire, pour lui notifier sa décision, sous réserve que le marché subséquent n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai.

5.4 Représentation des parties :

5.4.1. Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA)

Le représentant désigné par le CNRS est :

Luc RONAT

Directeur de Production

CNRS Images

5.4.2 Représentation du Titulaire

Conformément à l'article 3.4.1 du CCAG PI, dès la notification du marché, le titulaire désigne un correspondant pour le représenter auprès du CNRS. Cette personne nommément désignée doit être joignable en semaine par l'administration. Ce correspondant sera le correspondant privilégié pour l'ensemble des obligations du présent marché.

5.5 Développement Durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable. Le titulaire est soumis au respect de la réglementation en matière de protection de l'environnement tant qu'elle s'applique à la prestation objet du présent accord-cadre.

5.6 Modification ponctuelle des marchés subséquents sur devis

Pour répondre à un besoin ponctuel en lien avec le marché subséquent, le CNRS peut demander au titulaire les modifications suivantes (liste non exhaustive) :

- Ajout d'une journée de tournage supplémentaire
- Dépassement des frais de régie
- Achat d'archives
- Achat droit musique
- Sous-titrage
- Traduction
- Motion design
- Habillage
- Location de studio
- Location de matériel spécifique (pour éclairage ou prise de vue)

En tout état de cause, les modifications demandées doivent être conformes à l'objet de l'accord-cadre et ne pas le modifier substantiellement. Elles ne sont pas détachables de la commande (marché subséquent) considérée.

Les modifications demandées donnent lieu à l'établissement d'un devis préalable par le titulaire. La durée de validité du devis est indiquée sur celui-ci.

Le montant HT cumulé des modifications pour chaque marché subséquent ne peut excéder vingt pourcent (+20 %) du montant HT initial du marché subséquent.

6- OPERATION DE VERIFICATION ET D'ADMISSION DES PRESTATIONS

Les opérations de vérification et d'admission des prestations seront effectuées conformément au chapitre 5 du CCAG-PI et des modalités particulières prévues dans le Cahier de Spécifications Techniques valant acte d'engagement de chaque marché subséquent.

Il est rappelé que le présent accord-cadre et les marchés subséquents sont assortis d'une obligation de résultat. Il s'engage à réaliser des prestations de qualité conformément aux articles 4.2 et 5.3.1 du présent C.C.P.

7-PENALITES

Il est fait application de l'article 14 du CCAG-PI issu de l'arrêté du 30 mars 2021. Outre les pénalités prévues à l'article précité, le CNRS se réserve le droit d'appliquer les pénalités suivantes :

NATURE DE LA PENALITE	DELAIS D'EXECUTION	MONTANT DE LA PENALITES € H.T
Retard dans la remise du livrable conformément à l'article 5.3.3 du présent C.C.P	Délais contractuels prévus dans chaque marché subséquent	50€ /jour de retard
Retard dans la remise du livrable suite aux modifications techniques demandées par le CNRS conformément aux modalités prévues dans le cahier de spécifications techniques valant acte d'engagement	72h (ou 3 jours ouvrés) à compter de la réception de la demande de modifications techniques adressée par le CNRS	50 €/jour de retard
Pénalité pour travail dissimulé	7 jours à compter de la demande production des documents adressée par le CNRS.	10% du montant TTC de chaque marché subséquent

Par dérogation aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG/PI, les pénalités sont dues quel que soit leur montant. Les pénalités sont cumulables entre elles et ne sont pas libératoires.

8-DETERMINATION DES PRIX

8.1-Forme des prix

Les marchés subséquents sont traités à prix global et forfaitaire

8.2-Principes généraux

La monnaie de référence de l'accord-cadre est l'euro.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article 17.4 du CCAG-PI, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les prix proposés dans l'annexe financière de l'accord-cadre sont des prix plafonds. Dans le cadre des marchés subséquents, le Titulaire peut proposer des prix inférieurs mais ces prix ne peuvent en aucun cas excéder les prix indiqués dans l'annexe financière de l'accord-cadre.

8.3-Révision des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Ces prix sont fermes et non révisables pendant la première année d'exécution de l'accord-cadre.

Ils peuvent être ensuite révisés, à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre, selon les modalités suivantes :

8.3.1- Révision des prix de l'accord-cadre

Les prix du présent accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de dépôts des offres inscrit au règlement de la consultation du présent Accord-cadre, dit « mois Zéro »

Chaque année, le Titulaire communique au CNRS ses nouveaux tarifs par lettre recommandée avec accusé de réception et/ou courrier électronique au plus tard deux (2) mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre par application de la formule paramétrique suivante applicable sur l'ensemble des lignes du bordereau des prix remisés :

$$P = P_o * [0,20 + 0,80 * (J / J_o)]$$

Dans laquelle :

P = Prix révisé

P_o = Prix à réviser

J = Valeur du dernier indice trimestriel (moyenne des 3 derniers mois connus de l'indice mensuel) du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Information, communication (NAF rév. 2 section J) - Base 100 en décembre 2008- Identifiant INSEE : 001565192

J_o = Valeur initiale (au mois zéro : mois de remise de l'offre) de l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Information, communication (NAF rév. 2 section J) - Base 100 en décembre 2008-Identifiant INSEE : 001565192

Les prix révisés ne pourront porter que sur des prestations postérieures à la date de révision.

En cas d'absence de demande de révision des prix par le titulaire, le CNRS se réserve la possibilité d'effectuer la révision des prix selon les stipulations mentionnées ci-dessus. Toutefois, les prix de cette prestation restent de plein droit soumis aux dispositions légales, existantes ou à venir, en matière d'évolution des prix.

En cas de modification ou de suppression de tout ou partie des indices précédents, les nouveaux indices pris en compte seront modifiés par voie d'avenant.

8- AVANCE

L'option A visée à l'article 11.1 du CCAG-PI est retenue. Une avance d'un montant égal à 5% à 20% pour les TPE/PME du montant du bon de commande est accordée dans les conditions prévues aux articles R.2191-3 à 10 du Code de la Commande Publique dès lors que le montant du bon de commande est supérieur à 50 000 € HT et le délai d'exécution supérieur à deux mois.

Toutefois, le titulaire a la possibilité de renoncer expressément au bénéfice de cette avance sur l'acte d'engagement. Les conditions de paiement de l'avance au sous-traitant éventuel sont définies à l'article 11.1 du CCAG/PI.

9-Régime des Paiements

Le règlement des prestations s'effectue soit par :

- Versement du montant total des prestations après service fait
- Versement d'acomptes

Le CNRS précisera dans le Cahier de Spécifications Techniques valant acte d'engagement, pour chaque marché subséquent, le régime des paiements prévu. En cas de choix de versement d'acomptes, les modalités de versement (périodicité, pourcentage, échéance) seront précisées dans le cahier de spécifications techniques valant acte d'engagement lors de la conclusion du marché subséquent.

Le CNRS choisira parmi les modalités de versement d'acomptes suivantes :

ECHEANCE/JALONS	POURCENTAGE DE L'ACOMPTE
Préparation/Tournage	60%
Remise du prêt à diffuser (PAD)	40%

ECHEANCE/JALONS	POURCENTAGE DE L'ACOMPTE
Script/Préparation/Tournage	40%
Montage + Maquette	40%
Remise du prêt à diffuser (PAD)	20%

ECHEANCE/JALONS	POURCENTAGE DE L'ACOMPTE
Script/Préparation	20%
Tournage	30%
Montage + Maquette	30%
Remise du prêt à diffuser (PAD)	20%

10-MODALITÉS DE REGLEMENT

10.1 - Les règlements, s'effectuent après service fait par virement administratif au compte ouvert au nom du Titulaire à partir d'un relevé d'identité bancaire ou postal, original sur présentation de la facture correspondante.

. La facture est établie conformément à l'article 10.7 du présent document.

10.2 – Délais de paiement

Le délai global de paiement pour la prestation de base est de:

- 30 jours à partir de la constatation du service fait par le CNRS ;
- 30 jours à partir de la réception de la facture du titulaire par le CNRS si celle-ci est postérieure.

10.3 - Le taux des intérêts moratoires est celui du taux d'intérêt de principale facilité de paiement appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de sept points.

10.4 - L'Ordonnateur de la dépense est la Déléguée régionale pour la Circonscription Ile-de-France Meudon du CNRS, 1 place Aristide Briand – 92195 Meudon Cedex.

10.5 - Le Comptable assignataire des paiements est l'Agent comptable secondaire de la Circonscription Ile de France Meudon du CNRS.

10.6 Les règlements effectués n'ont de caractère définitif qu'après l'admission définitive des prestations.

10.7 - Facturation électronique :

Conformément à la loi du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro dès lors que cette obligation leur incombe en application des textes précités, soit selon le calendrier ci-dessous :

- *Au 1er janvier 2017 pour les grandes entreprises (plus de 5 000 salariés) et la facturation inter sphère publique ;*
- *Au 1er janvier 2018 pour les entreprises de taille intermédiaire (250 à 5 000 salariés) ;*
- *Au 1er janvier 2019 pour les petites et moyennes entreprises (10 à 250 salariés) ;*
- *Au 1er janvier 2020 pour les micro-entreprises (moins de 10 salariés).*

Au choix du créancier, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

- *Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>*
- *Par dépôt au format PDF*
- *Par saisie en ligne dans le portail*

Les informations à faire figurer dans l'entête de la demande de paiement sont :

- CNRS (SIRET n°18008901303720) ;

- Le code service de l'entité CNRS facturée : UAR2841

- Le numéro d'engagement juridique communiqué lors de la notification du marché ou figurant sur le bon de commande notifié par le CNRS (exemple : 3022L00XXXX).

11- MODIFICATION DES PRESTATIONS EN COURS D'EXECUTION (ARTICLE L2194-1) : CLAUSE DE REEXAMEN (ARTICLE R.2194-1-1° DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE)

Conformément à l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, la présente clause de réexamen aurait vocation à être mise en œuvre par le CNRS dès lors que les conditions d'exécution initiales de l'accord-cadre seraient amenées à évoluer.

L'objet des modifications peut porter :

- La modification des références initiales du marché par des références conformes aux conditions et normes identiques au présent accord-cadre en cas de circonstances imprévisibles
- Une nouvelle organisation des prestations telle qu'une organisation qui favoriserait / renforcerait la bonne exécution des prestations
- La substitution d'une prestation permettant d'assurer la bonne exécution des prestations sans surcoût

Les modifications ne peuvent avoir pour effet de modifier l'objet du contrat ou le bouleversement économique de l'accord-cadre.

Le Titulaire ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans autorisation préalable du Pouvoir adjudicateur.

Si les modifications ont une incidence financière sur le montant du accord-cadre (part forfaitaire), le Titulaire doit fournir un devis détaillé indiquant les modifications de prix. Il dispose à cet effet d'un délai de quinze (15) jours ouvrés à compter de la notification de la décision du pouvoir adjudicateur prescrivant ou acceptant les modifications, à moins que cette décision n'ait spécifié un délai différent. La formulation de ces modifications par le CNRS donne lieu à l'établissement d'un avenant.

12-RESPONSABILITE – ASSURANCE

12.1- Responsabilité

Le Titulaire est seul responsable des contraventions aux lois et règlements et ne pourra exercer aucun recours en cas de condamnation encourue par lui-même, ses employés ou préposés.

Le Titulaire a la charge entière de la stricte application des mesures d'hygiène et de sécurité prescrites par les lois et règlements. Il est tenu, sous sa responsabilité exclusive, de veiller à ce que toutes les précautions soient prises pour éviter tout accident ou dommages à ses préposés, aux voyageurs ou aux tiers.

En conséquence, il supporte seul les conséquences pécuniaires des accidents et dommages de toutes natures, corporels ou matériels, qui peuvent survenir à l'occasion de son activité et ce quelle que soit la cause des

dommages ou accidents. Il renonce à exercer contre le CNRS ou ses agents toute réclamation ou action en raison des accidents et dommages ci-dessus visés et les garantit contre tout recours qui pourrait être exercé contre eux.

12.2- Assurance

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le Titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.

Il devra fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties suffisantes en rapport avec l'importance de la prestation.

A tout moment durant l'exécution des prestations, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du CNRS-Délégation Ile-de-France et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

13- DISPOSITIONS DIVERSES

13.1 Transfert de marché

Le Titulaire ne peut sous-traiter, ni céder le présent marché sans autorisation expresse du CNRS. Le non-respect de cette clause entraîne de plein droit la résiliation immédiate du marché aux torts exclusifs du Titulaire.

13.2 Modification du statut du Titulaire

En cas de modification apportée à la dénomination, au statut, aux coordonnées bancaires ou postales du Titulaire, ce dernier en informe l'acheteur dans les 15 jours à compter de la survenance du fait générateur. Dans les hypothèses d'une fusion, d'une absorption, d'un rachat ou d'un changement de raison sociale du Titulaire, le CNRS a la faculté de résilier l'accord-cadre de plein droit, sans indemnités et sans préavis. Après information préalable du Titulaire, le CNRS CNRS/Délégation Ile-de-France Meudon pourra établir un avenant afin d'entériner la modification.

Le Titulaire doit poursuivre les prestations de l'accord-cadre jusqu'à leur terme si la personne publique ne décide pas la résiliation.

13.3 Obligations sociales et fiscales

Le Titulaire de l'accord-cadre certifie sur l'honneur que les prestations sont réalisées avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L.3243-1 et L.1221-13 du code du travail. Le Titulaire de l'accord-cadre s'engage à faire effectuer les prestations par du personnel qualifié, compétent, ayant reçu préalablement la formation réglementaire, disposant des habilitations requises et en situation régulière vis-à-vis de la réglementation contre le travail illégal, y compris si ce personnel appartient à une entreprise sous-traitante.

13.4 Cession et nantissement

Le fonctionnaire compétent pour fournir les renseignements relatifs aux nantissemements et cessions de créance est la Déléguée régionale pour la Circonscription Ile de France Meudon du CNRS, 1 place Aristide Briand – 92195 MEUDON Cedex.

Les cessions de créance doivent être notifiées à l'Agent comptable de la Circonscription Ile-de-France Meudon du CNRS, 1 place Aristide Briand – 92195 MEUDON cedex.

Conformément à l'article R. 2191-46 du code de la commande publique, la remise au Titulaire de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité nécessaire à une cession ou au nantissement de l'Accord-cadre se fait sur demande écrite du Titulaire.

13.5 Sous-traitance

En application de la loi du 31 décembre 1975 modifiée par la loi 2001-1168 du 11 décembre 2001, le prestataire peut sous-traiter une partie des prestations objet du marché à condition d'avoir obtenu, de la part du CNRS, l'acceptation préalable du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

14-CONFIDENTIALITE

Le Titulaire, ses salariés ou sous-traitants qui, à l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre ont reçu communication de renseignements, documents ou objets quelconques, sont tenus de maintenir confidentielle cette communication.

Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation préalable écrite du CNRS, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

Il en est pareillement de tout renseignement de même nature parvenu à la connaissance du Titulaire à l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre.

15- PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Chaque partie à l'Accord-cadre est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution de l'Accord-cadre. Les données contenues dans ces supports, dans les documents, les données issues notamment des systèmes d'information, les données à caractère personnel intégrées dans les systèmes de caisse sont strictement couvertes par le secret professionnel.

La réalisation des prestations par le Titulaire doit ainsi respecter l'ensemble des exigences liées à la protection des données personnelles conformément aux dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et du règlement européen n°2016/679 du 27 avril 2016 sur la protection des données, le Titulaire et ses Sous-traitants s'obligent à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment de garantir qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le CNRS, et le Titulaire, assurent et préservent la sécurité, la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience des systèmes de traitement et des données contenues. Le Titulaire s'engage à ne traiter des données transmises que pour les seules finalités décrites dans le présent Accord-cadre, conformément aux modalités exposées par le présent Accord-cadre et à toutes instructions complémentaires données par le pouvoir adjudicateur. Si le Titulaire considère qu'une instruction constitue une violation d'une disposition en vigueur, il en informe immédiatement le pouvoir adjudicateur. Le cas échéant, le Titulaire collabore avec le pouvoir adjudicateur pour la réalisation d'analyses d'impacts relatives à la protection des données.

Le Titulaire veille à ce que les personnels autorisés à traiter les données à caractère personnel s'engagent à en respecter la confidentialité ou soient soumis à une obligation légale appropriée de confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel. Le Titulaire s'oblige à prendre toutes précautions utiles afin de les protéger contre toute destruction accidentelle ou illicite, perte, altération, diffusion et de garantir que les données ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées. Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement et atténuer les éventuelles conséquences négatives d'une faille de sécurité. Il met à la disposition du pouvoir adjudicateur toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues au présent article et pour permettre la réalisation d'audits par le pouvoir adjudicateur ou tout auditeur dûment mandaté par lui.

Le Titulaire s'engage à communiquer au CNRS dans les meilleurs délais, et sous 48 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, la survenance de toute faille de sécurité ayant des conséquences directes sur le traitement

des données personnelles ou sur le fonctionnement du système de traitement. Il lui fournit notamment toute information relative à la nature de la violation, au nombre de personnes concernées, aux catégories et au nombre d'enregistrements de données à caractère personnel concernés, ainsi qu'aux conséquences probables de la violation, aux mesures prises pour y remédier et atténuer les éventuelles conséquences négatives. Il conserve en outre tout document relatif à la violation de données, ses effets et les mesures prises pour y remédier. Par ailleurs, il s'engage à coopérer avec le CNRS, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, dans toute la mesure du possible, à permettre l'exercice, par les personnes concernées, de leurs droits d'accès, d'opposition, de rectification ou de suppression prévus par la réglementation.

Le Titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations à une autre entité ni procéder à une cession du présent Accord-cadre sans l'accord écrit préalable du pouvoir adjudicateur et dans le respect de la réglementation applicable. Dans ce cas, le sous-traitant du Titulaire est tenu de respecter les obligations présent Accord-cadre. Il appartient au Titulaire de s'assurer que son sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences des dispositions en vigueur. Le Titulaire demeure pleinement responsable devant le pouvoir adjudicateur des éventuels manquements de son sous-traitant en matière de protection des données.

En cas de changement de sous-traitance ayant un impact sur les données à caractère personnel et sur le niveau d'engagement du Titulaire au titre du présent Accord-cadre, ce dernier s'engage à le notifier au pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais. Le traitement des données ne peut être localisé en dehors de l'Union européenne, sans être en stricte conformité avec les obligations énoncées dans les clauses contractuelles types de la Commission européenne ou de la CNIL applicables au transfert de données. Le cas échéant, le Titulaire communique au pouvoir adjudicateur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données. En cas de manquement à ces dispositions, la responsabilité du Titulaire pourra être engagée, sans préjudice d'éventuelles actions récursoires pour les dommages qui lui sont imputables. Le CNRS se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire et son ou ses sous-traitants expressément agréé(s).

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution de l'accord-cadre, les modifications éventuelles demandées par le CNRS, afin de se conformer aux règles nouvelles, sont notifiées au Titulaire par le CNRS et sont d'application immédiate. La prise en compte des impacts administratifs et financiers de cette décision donne lieu à la signature d'un avenant par les parties.

16- RESILIATION

L'accord-cadre pourra être résilié selon les dispositions du chapitre 7 du CCAG/PI.

En cas de résiliation de l'accord-cadre aux torts du Titulaire ou de liquidation judiciaire, les produits ou matériels livrés ainsi que les fournitures complémentaires mises en place par le Titulaire dans ses locaux, deviennent propriété exclusif du CNRS.

Par dérogation à l'article 36 du CCAG-PI, la résiliation non constitutive d'une faute du Titulaire n'entraîne pas le versement d'indemnité à celui-ci, à l'exception des frais engagés pour l'exécution des prestations (matériels, fournitures, etc.).

Les autres dispositions du chapitre 7 du CCAG-PI, s'appliquent sans aucune autre restriction.

Toutefois, après son expiration ou après résiliation comme spécifié ci-dessus, les deux parties demeurent liées du fait des prestations ou de règlements qui resteraient à effectuer.

Outre les cas de résiliation pour faute du titulaire énuméré à l'article 39 du CCAG-PI, par dérogation, le CNRS se réserve le droit de mettre fin sans indemnité à l'exécution de l'accord-cadre en cas de :

- Non prise en charge des commandes de façon répétée et injustifiée ;
- Défaut d'accord sur un avenant nécessité par l'évolution des besoins et des services ;
- Faute grave, fraude ou malversation dûment établie à l'encontre du CNRS ;
- Inobservation de toute condition d'exploitation fixée au présent accord-cadre et de toute disposition législative et réglementaire applicable.

17- LITIGES

Les contestations qui peuvent survenir entre le CNRS et le titulaire ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension de la prestation. Les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable.

En cas de litige, la loi française est seule applicable et le tribunal administratif de Cergy-Pontoise est compétent pour la Délégation Ile de France Meudon du CNRS

18-DEROGATIONS AU CCAG-PI

Par dérogation à l'article 1er du CCAG-PI du 30 mars 2021, le présent CCP ne comporte aucun récapitulatif des dérogations apportées au CCAG-PI.

En cas de contradiction entre les stipulations du présent CCP et celles du CCAG-PI, les premières prévalent sur les secondes.

FIN DU DOCUMENT